



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/46/25  
31 mai 2005

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quarante-sixième réunion  
Montréal, 4 – 8 juillet 2005

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL  
DE LA BANQUE MONDIALE DE L'ANNÉE 2005**

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. La Banque mondiale demande au Comité exécutif d'approuver la somme de 538 987 \$US pour les amendements à son programme de travail de 2005, ainsi que les coûts d'appui à l'agence de 40 424 \$US.

2. Les activités proposées dans les amendements au programme de travail de la Banque mondiale pour l'année 2005 sont indiquées dans le tableau 1, ci-dessous :

Tableau 1 : Amendements au programme de travail de la Banque mondiale

Pays	Activité/projet	Montant demandé \$US	Montant recommandé U\$S
<b>SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE</b>			
<b>A1. Préparation de projet</b>			
Indonésie	Fonds de préparation de projet pour l'élaboration d'un plan d'élimination pour le secteur des inhalateurs à doseur	45 000	45 000
Total partiel pour la préparation de projets		45,000	45 000
<b>A2. Projets de prorogation du renforcement des institutions</b>			
		<b>Tonnes PAO</b>	
Jordanie	Projet de prorogation du renforcement des institutions, phase IV	11,8	147 320
Thaïlande	Projet de prorogation du renforcement des institutions, phase IV	27,7	346 667
Total partiel pour le renforcement des institutions		493 987	493 987
Total partiel		538 987	538 987
Coûts d'appui à l'agence (7,5 %):		40 424	40 424
Total:		579 411	579 411

**SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE****A1 : Préparation de projets**Recommandations du Secrétariat du Fonds

3. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des activités de préparation de projet indiquées à la section A1 du tableau 1, au niveau de financement indiqué.

**A2 : Prorogation du renforcement des institutions**

a)	Jordanie (phase VI)	147 320 \$US
b)	Thaïlande (phase IV)	346 667 \$US

4. La description des projets de renforcement des institutions pour les pays ci-dessus est fournie à l'annexe I au présent document.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

5. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets ci-dessus au niveau de financement indiqué dans le tableau 1. Le Comité exécutif pourrait souhaiter exprimer aux gouvernements de la Jordanie et de la Thaïlande les commentaires figurant à l'annexe II au présent document.



## Annexe I

### PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

#### Jordanie : Prorogation du renforcement des institutions

<b>Sommaire du projet et profil de pays</b>	
Agence d'exécution	Banque mondiale
Montants déjà approuvés pour le renforcement des institutions (\$US) :	
Phase I : juin 1992, juillet 1995	170 000
Phase II : mai 1997	113 333
Phase III : juillet 1999	113 333
Phase IV : juillet 2001	133 333
Phase V juillet 2003	147 333
<b>Total</b>	<b>677 332</b>
Montant demandé pour la prorogation (\$US)	147 320
Montant recommandé pour approbation (\$US)	147 320
Coûts d'appui à l'agence	11 049
Coût total de la phase IV du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral	158 369
Date d'approbation du programme de pays	février 1992
Date d'approbation de la mise à jour du programme de pays (s'il y a lieu)	juillet 2000
Consommation totale de SAO rapportée dans le programme de pays (1991) (tonnes PAO)	905,00
Dernière consommation de SAO rapportée (2004) (tonnes PAO)	200,25
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne 1995-1997)	673,3
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne 1995-1997)	210,0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	40,3
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	18,2
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1998-2000)	176,3
Consommation la plus récente de substances réglementées (2004) (tonnes PAO)	
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)	61,4
b) Groupe II de l'annexe A (halons)	29,0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)	2,2
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)	6,0
e) Groupe I de l'annexe C (HCFC)	23,65
f) Annexe E (bromure de méthyle)	78,0
Montant approuvé pour les projets (\$US)	17 803 575
Montant décaissé (en date de mai 2005) (\$US)	14 894 175
SAO à éliminer (tonnes PAO)	1 963,7
SAO éliminées (en date de mai 2005) (tonnes PAO)	1 684,9

#### Rapport périodique

6. Plusieurs projets ont été entrepris pendant la période visée par ce rapport pour renforcer l'application du Protocole de Montréal en sensibilisant le public afin que le public soit informé du Protocole de Montréal et de l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Des efforts ont également été déployés pour joindre les plus petits ateliers d'entretien du secteur de la réfrigération et les ateliers d'entretien des climatiseurs d'automobile, afin de les informer

de l'élimination des CFC et du programme financé par le Fonds multilatéral qui a été mis en place. Les ateliers d'entretien ont été identifiés et ont reçu une formation et de l'équipement de recyclage dans le cadre du plan d'élimination des CFC mis en œuvre par le gouvernement de la Jordanie avec l'assistance de la Banque mondiale et de l'ONUDI. Des efforts ont également été déployés dans le secteur de la protection contre les incendies, qui profite de l'appui financier du Fonds multilatéral afin de s'assurer que le programme de gestion et de recyclage des halons pourra répondre à toutes les futures demandes.

### Plan d'action

7. Le plus grand défi du prochain programme biennal consiste à assurer la conformité à l'échéance de réduction de 85 pour cent des CFC de 2007. Bien que la Jordanie soit sur la bonne voie pour respecter l'échéance, la mise en œuvre réussie du programme de formation en réfrigération et des activités de recyclage dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et des climatiseurs d'automobile sera essentielle. Les politiques sur les SAO sont déjà en vigueur en Jordanie et sont appliquées par le ministère de l'Environnement. Un système de contrôle des importations est également en place. Comme les prix des CFC risquent d'augmenter au cours des prochaines années, une coordination et une collaboration accrues avec le ministère des Douanes seront de mise.

### **Renforcement des institutions en Thaïlande**

<b>Sommaire du projet et profil de pays</b>		
Agence d'exécution		Banque mondiale
Montants déjà approuvés pour le renforcement des institutions (\$US)		
	Phase I :	400 000
	Phase II :	266 667
	Phase III :	346 667
	<b>Total</b>	<b>1 013 334</b>
Montant demandé pour la prorogation (\$US)		346 667
Montant recommandé pour approbation (\$US)		346 667
Coûts d'appui à l'agence		26 000
Coût total de la phase IV du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral		372 667
Date d'approbation du programme de pays		novembre 1993
Date d'approbation de la mise à jour du programme de pays (s'il y a lieu)		2000
Consommation totale de SAO rapportée dans le programme de pays (1991) (tonnes PAO)		8 840,7
Dernière consommation de SAO rapportée (2004) (tonnes PAO)		1 358,32
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne 1995-1997)		6 082,1
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne 1995-1997)		271,7
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)		7,5
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)		54,6
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1998-2000)		183,0
Consommation la plus récente de substances réglementées (2004) (tonnes PAO)		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)		1 358,32
b) Groupe II de l'annexe A (halons)		0
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)		0

d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)	0
e) Groupe I de l'annexe C (HCFC)	942,4
f) Annexe E (bromure de méthyle)	S.o.
Montant approuvé pour les projets (\$US)	48 570 335
Montant décaissé (en date de mai 2005 (\$US))	35 043 226
SAO à éliminer (tonnes PAO)	6 557,3
SAO éliminées (en date de mai 2005) (tonnes PAO)	5 132,1

### Rapport périodique

8. Le Bureau national de l'ozone a reçu de l'appui pendant la période visée par ce rapport afin de poursuivre la mise en œuvre réussie du plan national d'élimination des CFC. Le Bureau national de l'ozone a poursuivi son rôle de coordination des agences d'exécution du plan et a fourni un soutien important au chapitre de la réglementation pour les engagements précisés dans le plan. Le Bureau national de l'ozone a poursuivi la mise en œuvre des quelques projets individuels restants, et a effectué des visites de suivi aux entreprises bénéficiaires afin d'assurer la permanence des premiers efforts d'élimination. Le Bureau national de l'ozone a joué un rôle de direction en 2004 dans la préparation du plan national d'élimination du bromure de méthyle en modifiant la valeur de référence du bromure de méthyle afin de tenir compte de la consommation non destinée à des fins sanitaires et préalables à l'expédition, en préparant le mandat de toutes les activités liées à l'élaboration du plan, en choisissant et en surveillant les consultants participant aux activités de préparation de projet, en organisant des ateliers de consultation et de dissémination avec les parties prenantes visées, et finalement, en présentant le plan sur le bromure de méthyle à la 45<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif pour approbation. L'approbation de ce plan a été un exploit de taille pour le Bureau national de l'ozone, qui a réussi à rallier un appui national pour cette stratégie hautement délicate. La collaboration avec le ministère de l'Agriculture a déjà débuté dans le but de communiquer certaines leçons apprises lors de la mise en œuvre du plan pour les CFC et d'assurer un début rapide pour le plan sur le bromure de méthyle. Le Bureau national de l'ozone a mené des campagnes de sensibilisation du public et des activités de formation tout au long de la période 2003-2005, comme prévu.

### Plan d'action

9. Le projet de prorogation du renforcement proposé soutiendra les efforts du Bureau national de l'ozone et de ses partenaires pour la mise en œuvre d'une stratégie complète d'élimination des SAO en Thaïlande. Ces efforts consistent à mener à terme la ratification de l'Amendement de Beijing, effectuer la coordination avec les autres agences gouvernementales afin d'assurer la mise en œuvre conséquente du plan sur les CFC, mettre sur pied un système de gestion de l'information afin de faciliter la communication des données sur la consommation par toutes les agences concernées et surveiller les objectifs annuels de réduction des CFC, assurer la coordination avec le bureau de gestion du projet afin de surveiller la consommation de CFC dans le secteur de l'entretien, mener à terme tous les projets d'élimination individuels en cours, définir la stratégie nationale de gestion des halons, contrôler le commerce illicite de CFC et assurer la coordination avec le ministère de l'Agriculture afin de faciliter les premières étapes de la mise en œuvre du plan sur le bromure de méthyle. Les activités de sensibilisation du public et de

dissémination ciblées demeureront un élément important des activités du Bureau national de l'ozone au cours des deux prochaines années.

## Annexe II

### **POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA PROROGATION DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS PROPOSÉS À LA 46<sup>e</sup> RÉUNION**

#### *Jordanie*

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté en accompagnement de la demande de prorogation du renforcement des institutions du Royaume hachémite de Jordanie et prend note avec satisfaction que les données communiquées au Secrétariat de l'ozone par la Jordanie révèlent que l'objectif de réduction de 50 pour cent des CFC prévu pour 2005 a été atteint à l'avance. Le Comité exécutif prend note également que la Jordanie a pris des mesures importantes, dans le cadre du projet de renforcement des institutions, pour éliminer sa consommation de SAO dans d'autres secteurs tels que les halons et le bromure de méthyle, notamment en coordonnant la mise en œuvre du plan national d'élimination des CFC, des halons et du bromure de méthyle; en achevant la formation des agents de douane et en mettant en œuvre le système de contrôle des importations; en poursuivant les activités de sensibilisation afin de maintenir l'engagement des parties prenantes pour l'élimination des SAO; et en élaborant une stratégie pour le bromure de méthyle. Le Comité exécutif appuie pleinement les efforts de la Jordanie pour réduire sa consommation de SAO. Le Comité exécutif espère qu'au cours des deux prochaines années, la Jordanie poursuivra la mise en œuvre de son programme de pays et des activités relevant du plan national d'élimination des SAO, et qu'il connaîtra beaucoup de succès dans la réduction des niveaux actuels de consommation de SAO.

#### *Thaïlande*

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté en accompagnement de la demande de prorogation du renforcement des institutions de la Thaïlande. Le Comité exécutif prend note avec satisfaction que la Thaïlande a réussi à mettre en œuvre son plan national d'élimination des CFC et qu'elle a respecté les engagements des quatre dernières années mis de l'avant dans le plan. Le Comité est aussi satisfait des efforts entrepris pour élaborer le plan national d'élimination du bromure de méthyle, qui permettra au pays d'éliminer sa consommation de bromure de méthyle dans les activités n'ayant pas un objectif sanitaire et préalable à l'expédition. La Thaïlande indique dans son document qu'elle a pris des mesures importantes, notamment la coordination de toutes les agences qui jouent un rôle pour assurer la conformité; la formation, la surveillance et l'exécution des activités, et la tenue de campagnes de sensibilisations. Le Comité exécutif appuie pleinement les efforts entrepris par le gouvernement de la Thaïlande pour réduire sa consommation générale de SAO. Le Comité exécutif espère qu'au cours des deux prochaines années, la Thaïlande maintiendra son approche stratégique pour l'élimination des SAO avec beaucoup de succès, et qu'elle maintiendra et améliorera les succès obtenus à ce jour.



# **2005 WORK PROGRAM AMENDMENT**

**PRESENTED TO THE 46th MEETING  
OF THE EXECUTIVE COMMITTEE**

**BANK-IMPLEMENTED  
MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS**

**MAY 2005**

## 2005 WORK PROGRAM AMENDMENT

### Introduction

1. The World Bank submitted the 2005 Work Program along with the 2005-2007 Business Plan for the consideration of the Executive Committee at its 45th Meeting in April 2005. The 2005 Work Program included one new project preparation request for Argentina and two for Ecuador amounting to US\$95,000, as well as institutional strengthening renewal projects for Chile and the Philippines, which amounted to US\$277,117.
2. Having considered the Bank's 2005 Work Program, the Executive Committee approved the requested project preparation funds, as well as the funds for IS projects renewals.

### Work Program Amendment

3. This Work Program Amendment (WPA) includes a request for funds in the amount of US\$45,000, to prepare a MDI phaseout plan for Indonesia. The Government of Indonesia has expressed interest in preparing this plan ahead of its planned schedule, and has therefore asked the Bank to submit this request for funds to the 46<sup>th</sup> Excom Meeting. The proposed resources will be used to cover the costs of: i) carrying out stakeholder consultation meetings; ii) hiring consultants to gather relevant background data at the national level; and iii) developing the national plan. It is expected that the MDI phaseout plan will be submitted for consideration of the Executive Committee meeting in July, 2006.
4. This WPA also includes funding requests to extend support for implementation of the institutional strengthening projects in Jordan and Thailand, which amount to US\$147,320 and US\$346,667, respectively. The total amount of funds requested for project preparation and IS activities, as well as the planned time frame for these activities are summarized in Table 1.

**Table 1. New funding requests to be presented at the 46<sup>th</sup> Executive Committee Meeting (PRP and IS)**

Country	Activity	Funds Requested (US\$)	Duration
Indonesia	Project Preparation funds for the development of a phaseout plan for the MDI sector	45,000	June 2005 – June 2006.
Jordan	Renewal of Institutional Strengthening Project	147,320	July 2005 – July 2007.
Thailand	Renewal of Institutional Strengthening Project	346,667	July 2005 – July 2007.
	Sub-Total	538,987	
	Agency Support Costs	40,424	
	<b>Total</b>	<b>579,411</b>	